

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 30/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CARRIERES D'ANNOISIN**

Lieu-dit "Les Côtes"  
38460 ANNOISIN-CHATELANS

Références : 2023 – Is073SS  
Code AIOT : 0006100794

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2023 dans l'établissement CARRIERES D'ANNOISIN implanté aux lieux-dits "Les Côtes Mollard Subin" 38460 Annoisin-Chatelans.

L'inspection a été annoncée le 23/03/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre de la programmation pluriannuelle des contrôles des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES D'ANNOISIN
- LES COTES MOLLARD SUBIN 38460 Annoisin-Chatelans
- Code AIOT : 0006100794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de matériaux calcaires (granulats et enrochements) autorisée initialement par l'arrêté préfectoral n°91-2965 du 27 juin 1991. L'autorisation a été prolongée par les arrêtés

préfectoraux complémentaires n°DDPP-ENV-2016-06-07 du 13 juin 2016 et n°DDPP-IC-2017-09-11 du 18 septembre 2017.

Le renouvellement et l'extension de la carrière ont été autorisés par l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-01-25 du 30 janvier 2018.

L'autorisation d'exploiter est valable jusqu'au 30 janvier 2048, remise en état incluse.

Les puissances des installations de traitement formellement autorisées par l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension du 30 janvier 2018 étant supérieures à 200 kW pour la rubrique n°2515-1, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour les installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (y compris n°2517) s'appliquent également au site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire, suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.1.	/	Lettre de suite préfectorale	
11	Traitement des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.3.1.	/	Lettre de suite préfectorale	
20	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.2.2.	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée et exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.2.1.	/	Sans objet
2	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.2.4.	/	Sans objet
3	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.10.1.	/	Sans objet
4	Accès et voirie publique	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.10.3.	/	Sans objet
5	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.10.4.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Panneaux d'information	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	/	Sans objet
7	Limites d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	/	Sans objet
8	Registres et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
9	Pollution atmosphérique - Poussières	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 2.1. Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 39 & 57	/	Sans objet
12	Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.3.2. Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 33 & 58	/	Sans objet
13	Déchets	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 4.1.	/	Sans objet
14	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, articles 4.2. & 4.3.	/	Sans objet
15	Bruit	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, articles 5.1.1. & 5.2. Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 52	/	Sans objet
16	Substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, articles 6.1.1. & 6.1.2.	/	Sans objet
17	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.1.4.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
18	Plan de circulation	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.1.5.	/	Sans objet
19	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.2.1.	/	Sans objet
21	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.3.1.	/	Sans objet
22	Surveillance des eaux de ruissellement dans les zones de remblais	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.4.1.2.	/	Sans objet
23	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, chapitre 7.2.	/	Sans objet
24	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, chapitre 7.3.	/	Sans objet
25	Espèces végétales invasives		/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois non conformités ont été relevées et cinq observations ont été émises.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Production autorisée et exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 145 000 tonnes/an.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la production annuelle respecte la production annuelle maximale autorisée. Le gisement restant est estimé à plus de 4 380 000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Modalités d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur moyenne de la découverte est d'environ 30 cm. [...] L'épaisseur maximale d'extraction est de 45 mètres. L'exploitation est limitée en profondeur à la côte suivante : 380 m NGF. La capacité totale de remblaiement (après compactage) est limitée à 200 000 tonnes. Les quantités maximales pouvant être admises en remblaiement chaque année sur le site sont limitées à 10 000 tonnes.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les modalités d'extraction sont respectées. Le remblaiement n'interviendra qu'à partir de la phase 3, soit à partir de 2028 au plus tôt. L'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas d'admission de matériaux extérieurs en remblaiement sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Entretien du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.10.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site et ses abords sont correctement entretenus. L'inspection des installations constate l'absence de dépôts particuliers de poussières ou de boues sur la route départementale, la longueur de piste entre la sortie de la carrière et l'accès à la voie de circulation publique permettant au passage des camions de dépoussiérer leurs roues.
<b>Observations :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ <b>L'inspection des installations classées formule l'observation de poursuivre l'évacuation du matériel et des objets divers accumulés dans le hangar.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Accès et voirie publique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.10.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires. Le régime de priorité sera signalé par un stop positionné sur la (ou les) sorties du site. [...] Si la production atteint ou dépasse 80 000 tonnes par an, l'utilisation d'une nouvelle piste ou d'un autre moyen de desserte (convoyeur à bande, téléphérique...) devra être mis en place, dans un délai qui ne pourra dépasser un an, ceci afin d'éviter que les matériaux de la carrière ne transitent par les hameaux de la commune d'Annoisin-Châtelans.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les débouchés (entrée et sortie) sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risques particuliers pour la sécurité routière et que les panneaux réglementaires sont en place. La production annuelle reste pour l'heure inférieure à 80 000 tonnes/an, il n'est donc pas nécessaire à ce stade d'envisager une nouvelle piste ou un autre moyen de desserte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 1.10.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site est clôturé et que des pancartes d'interdiction d'accès / danger carrière sont présents le long des clôtures. L'accès à la carrière est contrôlé pendant les heures ouvrées puis empêché par la mise en place de blocs rocheux pendant les heures de fermeture. L'inspection des installations classées considère que le dispositif d'ensemble est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Panneaux d'information

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate la présence des panneaux d'information réglementaires au droit de la voirie départementale et en entrée de carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Limites d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les limites d'extraction sont bien respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>• les bords de la fouille ;</li><li>• les courbes de niveau ;</li><li>• les cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>• les zones remises en état.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a réalisé un levé topographique et une mise à jour de son plan d'exploitation en octobre 2022 qui comprend bien l'ensemble des informations attendues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Pollution atmosphérique - Poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 2.1. Arrêté ministériel du 26/11/2012, articles 39 &amp; 57</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le brûlage à l'air libre est interdit. Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• arrosage des pistes lorsque les conditions météorologiques l'imposent ;</li> <li>• stabilisation par arrosage, ou stockage dans des dispositifs de type silo, des produits les plus fins (0/4) et des stocks de granulats le nécessitant ;</li> <li>• micro pulvérisation, ou aspiration-dépoussiérage, ou capotage aux points de l'installation de traitement les plus sensibles (sorties broyeurs, points de jetée) ;</li> <li>• restriction de la hauteur de jetée au strict minimum pour les points de jetée des convoyeurs ;</li> <li>• limitation de la vitesse des poids-lourds et engins de carrière à 20 km/h sur la voirie d'accès à la carrière, et à 20 km/h sur les pistes ;</li> <li>• les engins de foration des trous de mines sont équipés d'un dispositif de dépoussiérage.</li> </ul> <p>Arrêté ministériel du 26/11/2012 : Art. 39 : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. [...] Art. 57 : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Les dispositions des présents articles ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à 6 mois.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les dispositions pour éviter les envols de poussières sont prises par l'exploitant, dont notamment la limitation de vitesse à 20 km/h sur site ou encore la présence d'une cuve d'eau pour brumiser lors des campagnes de concassage (une à deux campagnes par an). L'inspection des installations classées constate l'absence sur site d'installations de traitement des matériaux (cribleur, concasseur). L'inspection des installations classées formule l'observation de renforcer la signalétique par la mise en place de deux panneaux de limite de vitesse à 20 km/h : l'un au début de la piste d'accès à la carrière et l'autre en rappel à l'entrée de la carrière.</p>
<p><b>Observations :</b> Les puissances des installations de traitement formellement autorisées par l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension du 30 janvier 2018 étant supérieures à 200 kW pour la rubrique n°2515-1, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour les installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (y compris n°2517) s'appliquent également au site. Conformément aux articles 39 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant devrait ainsi assurer une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de</p>

poussières [...] et adresser tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures trimestrielles de retombées de poussières avec ses commentaires. Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux installations de traitement fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à 6 mois.

- **Aussi, tant qu'il n'y a que deux campagnes de concassage par an sur site, la carrière n'est pas soumise à la mise en place d'un plan de surveillance des retombées de poussières. Si, pour les besoins de l'exploitation, les opérations de premier traitement des matériaux venaient à être nécessaires de manière plus régulière qu'une fois tous les 6 mois, alors l'exploitant devra mettre en place un plan de surveillance des retombées de poussières et assurer des mesures trimestrielles.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 10 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ce séparateur doit faire l'objet d'un entretien régulier.</p> <p>Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantiers sur chenilles est réalisé sur un bac de rétention mobile.</p> <p>Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. [...]</p> <p>Les dispositifs de rétention et les aires étanches doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.</p> <p>Les stockages d'hydrocarbure et de liquides polluants sont sous abri, à une cote maintenant au moins 3 mètres par rapport au niveau des hautes eaux décennales de la nappe.</p> <p>Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.</p> <p>Un kit de dépollution d'une forte capacité d'absorption est présent dans la carrière.</p> <p>L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le site dispose d'une petite aire étanche devant le hangar servant au ravitaillement (et au stationnement) des engins,</li> <li>• l'accès (bouche d'égout) au séparateur d'hydrocarbures est entravé par de la végétation et du ciment (travaux récents de RTE pour l'armoire électrique du site),</li> <li>• la cuve GNR est en double peau à l'abri sous le hangar,</li> <li>• les seuls produits liquides présents dans le hangar sont de l'AD-Blue et des huiles de transmission qui ne sont pas des produits dangereux au sens de la réglementation européenne,</li> <li>• un fût d'huile n'est pas positionné sur une rétention;</li> <li>• il n'y a pas de produits absorbants et neutralisants dans les engins.</li> </ul> <p>➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>de dégager la bouche d'accès au séparateur d'hydrocarbures de l'aire étanche et de le curer,</b></li> <li>➤ <b>de positionner les fûts et containers de produits liquides sur des cuvettes de rétention adéquates et correctement dimensionnées</b></li> <li>➤ <b>et d'équiper les engins d'un kit anti-pollution.</b></li> <li>➤ <b>Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser par</b></li> </ul>

écrit et d'afficher sa consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel sera correctement informé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

#### N° 11 : Traitement des eaux de ruissellement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.3.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les eaux de ruissellement sur les surfaces découvertes et en exploitation, ainsi que les eaux de lixiviations issues des drains placés sous les stockages des déchets inertes devront être traitées et recyclées.

Un bassin d'orage de capacité suffisante sera mis en place sur le carreau. Un curage du bassin d'orage sera effectué autant que nécessaire.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que l'absence de bassin d'orage pour recueillir les eaux de ruissellement.

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un bassin d'orage de récupération des eaux de pluie conformément à son dossier de demande de renouvellement et d'extension (positionnement et dimensionnement évolutif en fonction du phasage d'exploitation).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

#### N° 12 : Rejet d'eau dans le milieu naturel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 3.3.2. Arrêté ministériel du 26/11/2012, articles 33 &amp; 58</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées du site (plate-forme de ravitaillement et de parking des engins...) sont dirigées vers une installation de traitement comprenant un déshuileur- dégraisseur, avant rejet dans le milieu extérieur. Les résidus d'hydrocarbures sont récupérés par un éliminateur agréé. Les eaux canalisées rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>• la température est inférieure à 30°C ;</li> <li>• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;</li> <li>• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;</li> <li>• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt- quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. L'émissaire est équipé d'un dispositif de prélèvement et d'un canal de mesure du débit.</p> <p>Art. 58 de l'AM du 26/11/2012 : Pour les eaux pluviales polluées rejetées après traitement au milieu naturel, la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle. Si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs limites, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle. Si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</p> <p>A défaut d'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif, les eaux des sanitaires sont dirigées vers un dispositif conforme aux règlements en vigueur fixant les dispositions applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.</p> <p>Aucun lavage des matériaux ne sera réalisé sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les eaux pluviales provenant de l'aire de ravitaillement et de parking des engins devant le hangar sont canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu extérieur. L'émissaire est accessible (végétation et quelques résidus de ciment à dégager). L'inspection des installations classées constate l'absence de mesures de contrôle de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les eaux usées du local administratif et de vie (algeco) sont raccordées à une cuve individuelle et à un champ d'épandage dont l'entretien et le contrôle ont été réalisés par le service public d'assainissement non collectif le 16 janvier 2023.</p> <p>L'inspection des installations constate qu'aucun lavage des matériaux n'est réalisé sur le site.</p>

**Observations :**

Les puissances des installations de traitement formellement autorisées par l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension du 30 janvier 2018 étant supérieures à 200 kW pour la rubrique n°2515-1, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour les installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (y compris n°2517) s'appliquent également au site.

Conformément à l'article 58 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant devrait ainsi assurer des prélèvements et des analyses sur les eaux rejetées au milieu naturel sur une fréquence semestrielle.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux installations de traitement fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à 6 mois.

Aussi, tant qu'il n'y a que deux campagnes de concassage par an sur site, la carrière n'est pas soumise à l'obligation de prélèvements et d'analyses des eaux rejetées.

- **Si, pour les besoins de l'exploitation, les opérations de premier traitement des matériaux venaient à être nécessaires de manière plus régulière qu'une fois tous les 6 mois, alors l'exploitant devra mettre en place ces prélèvements et analyses sur une fréquence a minima semestrielle. Si deux mesures consécutives présentent alors des concentrations et valeurs inférieures aux valeurs limites, la fréquence des prélèvements et analyses pourra ensuite être annuelle.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 13 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. [...] L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet. L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. [...] Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate le bon tri effectif des diverses catégories de déchets et l'absence de déchets dangereux. L'exploitant informe l'inspection que le personnel de la carrière transporte lui-même régulièrement les différents petits lots de déchets (DIB, bois, fer, y compris fûts ou containers vides) au siège du groupe Dannenmuller où ils sont centralisés avant valorisation ou élimination vers des installations dûment autorisées. L'inspection constate, du fait de cette organisation proportionnée aux volumes et aux enjeux de production de déchets sur la carrière d'Annoisin, l'absence de bordereaux de suivi ou encore de registre déchets sur le site même de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 14 : Plan de gestion des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, articles 4.2. & 4.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les cinq ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées a été actualisé en avril 2023 et que son contenu est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 15 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, articles 5.1.1. & 5.2. Arrêté ministériel du 26/11/2012, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès l'ouverture du site et ensuite périodiquement tous les cinq ans. [...] Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. [...]  Art. 52 AM du 26/11/2012 : La fréquence des mesures est annuelle. Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle. Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a réalisé ces deux dernières campagnes de mesures de bruit en 2016 dans le cadre du dossier de renouvellement et d'extension puis en 2020, respectant la fréquence quinquennale de l'arrêté du 30/01/2018. Lors des dernières mesures réalisées par le bureau d'études Pronetec le 29 juillet 2020, une campagne de concassage était en cours sur le site. L'inspection des installations classées constate la conformité des résultats pour les deux points de mesure en limite de propriété comme en zone à émergence réglementée.
<b>Observations :</b> Les puissances des installations de traitement formellement autorisées par l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension du 30 janvier 2018 étant supérieures à 200 kW pour la rubrique n°2515-1, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour les installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (y compris n°2517) s'appliquent également au site. Conformément à l'article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant devrait ainsi assurer une surveillance des émissions sonores avec deux premières campagnes à un an d'intervalle puis une fréquence trisannuelle si les résultats sont conformes.  ➤ Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de respecter une fréquence a minima trisannuelle de mesures des émissions sonores en limite de propriété et en zone à émergence réglementée. Les mesures de bruit auront lieu en même temps qu'une campagne de traitement des matériaux par concassage et/ou criblage est en cours sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Substances et mélanges dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, articles 6.1.1. & 6.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Substances et mélanges dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate l'absence de substances ou de mélanges dangereux sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site est clôturé, que l'accès est contrôlé lors des heures ouvrées et que les pistes d'entrée et de sortie sont entravées par un gros bloc rocheux pendant les heures de fermeture du site, avec la présence des panneaux réglementaires d'information et la mention "Accès interdit à toute personne non autorisée".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : Plan de circulation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.1.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate qu'un plan de circulation est établi et que la signalisation adéquate est en place sur le site. L'inspection des installations classées recommande de renforcer la signalisation de limite de vitesse à 20 km/h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 19 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site est bien accessible aux engins de secours. Au moins deux aires de croisement sont présentes le long de la piste d'accès à la carrière depuis la route départementale, qui est pour partie à double sens. La piste de sortie est en sens unique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 20 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des appareils d'extinction adaptés au type d'incendie (extincteur à poudre de 2 et 6 kg) seront mis en place dans chaque engin et auprès de chaque installation (unité de traitement, bureau etc). Les abords végétalisés de la zone en cours d'exploitation seront régulièrement débroussaillés sur une largeur de 10 m ; les feux de brûlage sont strictement interdits.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate la présence d'extincteurs dans le local administratif et de vie ainsi que dans le hangar. Les extincteurs sont régulièrement contrôlés, le dernier en date d'octobre 2022. Il n'y a pas d'extincteurs dans les engins.  ➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'équiper chaque engin présent le site d'un extincteur adapté ainsi que d'un kit anti-pollution</b> (produits absorbants et neutralisants - rappel article 3.1. Prévention des pollutions accidentelles).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 21 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre 11 de livre 11 de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site a été raccordé en 2022 au réseau électrique (consuel du 29 septembre 2022) et que les installations électriques après le point de distribution sont récentes et conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 22 : Surveillance des eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 6.4.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous le dépôt de déblais inertes, des drains seront installés pour l'écoulement des eaux. Les drains alimenteront un bassin de récupération des eaux. Des prélèvements seront effectués dans ce bassin pour contrôler la qualité des eaux qui se seront infiltrées dans le dépôt de déblais inertes. Des analyses seront régulièrement effectuées à une fréquence semestrielle. Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : le pH, la température, la turbidité, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures dissous ou émulsionnés, les sulfates (SO47), les nitrates, le fer total (Fe), les métaux lourds, l'aluminium, les chlorures, les fluorures, l'indice phénol, le COT, les PCB et les HAP.
<b>Constats :</b> L'accueil de matériaux et déchets inertes en remblais n'est autorisé qu'à partir de la phase 3 d'exploitation du site, soit à partir de 2028 au plus tôt. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant les prescriptions particulières délivrées pour l'admission de matériaux et déchets inertes en remblais sur le site, à savoir la mise en place de drains, le traitement des effluents et la surveillance semestrielle par analyses physico-chimiques des eaux récupérées dans le bassin après infiltration dans les remblais.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 23 : Remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, chapitre 7.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. [...] Les seuls déchets admissibles sont les déchets inertes énumérés dans l'annexe IV, issus exclusivement, directement ou indirectement, de ses chantiers et terrassements. [...] Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs). [...] Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. [...] L'exploitant tient à jour un registre d'admission. [...] Le suivi des prescriptions sera assuré par un organisme extérieur qui transmettra un rapport annuel à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le remblaiement n'est autorisé qu'à partir de la phase 3 de l'exploitation du site, soit à partir de 2028 au plus tôt. L'inspection des installations rappelle les prescriptions particulières délivrées pour permettre le remblaiement du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 24 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, chapitre 7.3.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'autorisation de poursuite d'activité est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement. Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins trois mois avant leur échéance.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'acte de cautionnement solidaire établi le 26 octobre 2022 est valable du 30 janvier 2023 jusqu'au 29 janvier 2028 inclus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 25 : Espèces végétales invasives

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Espèces végétales invasives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées constate que le site de la carrière comprend quelques pieds individuels de buddleia, espèce végétale invasive, de petite taille.  ➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à arracher/broyer régulièrement toute amorce de pousse d'espèce végétale invasive (dans le cas présent, buddleia).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet